

Situation et perspectives économiques au Canada et dans le monde

Greig Birchfield

*Division de la statistique sur les minéraux
et sur l'activité minière*

Téléphone : (613) 992-1470

Courriel : grbirchf@mcan.gc.ca

Après avoir enregistré une forte croissance en 1999 et durant la majeure partie de 2000, l'économie canadienne a ralenti de manière importante en 2001. La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) du Canada a augmenté de 5,1 % en 1999 et de 4,4 % en 2000, bien qu'au quatrième trimestre de 2000, elle ait fléchi pour finalement correspondre à un taux annuel de 3,5 %. Ce recul de la croissance économique s'est poursuivi durant le premier semestre de 2001 alors que le taux annuel de croissance a ralenti pour s'établir à 2,5 % au premier trimestre et à 2,1 % au deuxième trimestre. La baisse de la croissance observée cette année s'explique, en grande partie, par l'affaiblissement de l'économie américaine. La croissance réelle du PIB des États-Unis n'a même pas atteint un taux annualisé de 2 %, depuis le deuxième trimestre de 2000 et elle a baissé d'un taux provisoire de 0,4 %, au troisième trimestre de 2001.

Les terribles attaques terroristes survenues le 11 septembre aux États-Unis et les événements qui leur ont succédé depuis auront d'importantes conséquences économiques négatives pour le Canada et les États-Unis, tout au moins au cours des prochains mois. Dans un effort pour soutenir l'économie américaine, la Banque centrale américaine a réduit de manière considérable ses taux d'intérêt, et le président Bush ainsi que la Chambre des représentants ont voté des mesures de relance budgétaire axées sur des réductions d'impôt. La Banque du Canada a aussi abaissé ses taux d'intérêt considérablement en 2001, mais à part des baisses d'impôt modestes, il ne devrait pas y avoir d'autres mesures de relance budgétaires, car les revenus du gouvernement diminuent et les nouvelles dépenses affectées à la sécurité et à l'armée se multiplient, ce qui ne laisse pas beaucoup de place à des mesures fiscales supplémentaires. Dans la conjoncture actuelle, la croissance économique au Canada d'ici la fin de 2001 devrait être légèrement négative, ce qui entraînera un taux de croissance d'environ 1 % pour l'ensemble de 2001. La croissance devrait reprendre graduellement en 2002, surtout au cours du deuxième semestre, et devrait atteindre un taux réel d'environ 1,5 % pour l'année.

Le taux moyen de l'inflation au Canada était de 2,7 % en 2000. Durant les neuf premiers mois de 2001, l'indice des prix à la consommation (IPC) affichait une moyenne de 3,0 %. Les prix de l'énergie élevés ont fait augmenter le taux jusqu'à 3,6 % au cours du deuxième trimestre, mais le taux a depuis diminué pour inscrire une moyenne de 2,7 % au troisième trimestre. Le taux d'inflation fondamentale (qui ne tient pas compte des effets des prix de l'énergie et des aliments) est cependant demeuré remarquablement stable, s'établissant en moyenne légèrement au-dessus de 2 %, jusqu'à ce jour. En 2001, l'indice d'ensemble des prix à la consommation devrait se situer en moyenne à environ 2,8 % alors que l'économie, qui ne fonctionne pas à plein rendement, entraînera des taux avoisinant les 2 % d'ici la fin de l'année. En 2002, les taux devraient se maintenir près de ce niveau.

L'objectif de la Banque du Canada en ce qui concerne le taux au jour le jour enregistrait 5,75 % à la fin de 2000. Étant donné que les économies américaine et canadienne montraient des signes évidents de ralentissement, la Banque a appliqué une série de réduction des taux d'intérêt de 25 et de 50 points (0,25 % et 0,50 %) dans la première partie de 2001. Après les événements du 11 septembre, et avec l'apparition de signes de plus en plus évidents d'un ralentissement économique, la Banque a abaissé le taux cible pour une huitième fois; cette vigoureuse réduction de 75 points de base a ramené le taux au jour le jour à 2,75 % en octobre, soit le plus bas niveau depuis environ 40 ans. Le taux préférentiel des banques à charte a aussi diminué de 75 points, pour atteindre 4,5 %. Ces réductions des taux d'intérêt n'ont pas encore eu un effet notable, mais elles devraient raviver la confiance des entreprises et des consommateurs et fournir un soutien supplémentaire pour la croissance de la demande intérieure en 2002. L'économie canadienne devrait continuer à ralentir au même rythme que l'économie américaine, et puisque l'inflation ne représente plus un problème, la Banque devrait probablement réduire encore de 75 points le taux cible avant la fin de ce cycle d'assouplissement.

Le dollar canadien a été affaibli par la mauvaise performance de l'économie américaine, par la faiblesse de l'économie canadienne qui en a résulté, par le repli de l'économie mondiale et par la baisse soutenue du prix des marchandises. Les autres facteurs en cause pourraient être les inquiétudes des marchés financiers à la suite des attaques du 11 septembre et la

possibilité que l'Argentine n'honore pas certains paiements de sa dette. Cependant, par rapport aux autres monnaies, le dollar s'en est assez bien sorti. Depuis 1998, alors qu'il avait atteint des bas niveaux, le dollar canadien a augmenté par rapport à l'euro, à la livre sterling, au franc suisse et au dollar australien. Après avoir inscrit en moyenne une valeur de 0,674 \$US durant la période de 1998 à 2000, le dollar canadien a valu en moyenne 0,649 \$US pour les dix premiers mois de 2001. En raison de plusieurs indicateurs défavorables observés aux États-Unis à la fin d'octobre, le dollar a chuté à son niveau le plus bas jamais enregistré par rapport au dollar américain, alors qu'il valait moins de 0,63 \$US. En ces temps d'incertitude et de mauvaises conditions économiques, les investisseurs ont tendance à effectuer des placements dans des « valeurs refuges », ce que représente le dollar américain actuellement. Le dollar canadien, qui continuait à atteindre des bas niveaux par rapport au dollar américain au début de novembre, devrait demeurer au-dessous de 0,63 \$US jusqu'à la fin de l'année. Il devrait se porter modérément mieux au cours de l'an prochain, étant donné que des signes de reprise commencent à apparaître aux États-Unis et au Canada et que la demande mondiale de matières premières augmente.

Même avant les attaques terroristes de septembre, l'économie canadienne montrait des signes de ralentissement. Elle a atteint avec peine une hausse annualisée de 0,4 % au deuxième trimestre de 2001, la pire performance depuis le troisième trimestre de 1995. En plus de la faiblesse des investissements commerciaux et des exportations, laquelle est devenue évidente plus tôt dans l'année, les dépenses de consommation n'ont augmenté qu'à un rythme de 1,1 % au deuxième trimestre. Il ressort des premières données sur les ventes au détail du troisième trimestre que les dépenses de consommation demeurent faibles : une hausse de 0,3 % en août a été contrebalancée par une baisse de 0,3 % en juillet. Les ventes des concessionnaires d'automobiles, des magasins de meubles et des magasins de vêtements ont ralenti, ce qui peut indiquer que les consommateurs réduisent leurs dépenses discrétionnaires. Le secteur canadien de l'exportation est touché par la contraction de la demande aux États-Unis, et l'investissement commercial est touché par la diminution des profits des sociétés et le fléchissement du niveau de confiance des entreprises. Les investissements commerciaux ne devraient augmenter que de 0,6 % environ en 2001 et de 1,7 % environ en 2002, comparativement à 6,6 % en 2000. Les profits des entreprises, qui se sont accrus de presque 22 % en 2000, devraient grimper d'environ 4,4 % en 2001 et demeurer stables en 2002. Selon une enquête sur la situation des entreprises réalisée par Statistique Canada, laquelle est menée à chaque trimestre pour déterminer les projets des manufacturiers en matière de production et d'emploi, les entreprises étaient plus pessimistes en octobre 2001 qu'elles ne l'avaient jamais été depuis la période de 1990-1991.

Au Canada, le taux de chômage a diminué de manière soutenue entre 1997 et 2000, passant d'une moyenne annuelle de 9,2 % en 1997 à 6,8 % en 2000. Jusqu'à présent, le taux était, en moyenne, légèrement supérieur à 7 % en 2001, mais étant donné que les pertes d'emploi devraient augmenter d'ici la fin de l'année, le taux annualisé pourrait atteindre une moyenne variant entre 7,2 et 7,3 %. La situation de l'emploi et les marchés des actions à la baisse révèlent que les dépenses de consommation au Canada demeureront faibles.

À l'opposé, le secteur de la construction au Canada semble assez bien supporter le repli économique. Les mises en chantier devraient s'élever à environ 158 000 en 2001, comparativement à 152 000 en 2000. Des taux hypothécaires plus faibles, un inventaire de nouvelles constructions relativement bas et un marché de maisons à prix fermes ont contribué à soutenir ce secteur. Les mises en chantier pourraient cependant diminuer en 2002, si le ralentissement économique se poursuit au cours des premiers mois de l'année.

Les exportations de marchandises du Canada sont tombées à leur niveau le plus bas en 17 mois, en août 2001 (le dernier mois pour lequel des données sont disponibles). Les exportations ont généralement baissé depuis janvier 2001, alors qu'elles avaient atteint une valeur record de 38,4 milliards de dollars. En août, les importations ont diminué légèrement pour toucher une valeur de 29,7 milliards de dollars, laissant un excédent commercial de 4,4 milliards de dollars pour ce mois, soit l'excédent le plus bas depuis avril 2000. Cependant, l'excédent commercial cumulé de marchandises pour les huit premiers mois de 2001 s'est chiffré à 48,3 milliards de dollars, ce qui représente environ 11,3 milliards de dollars de plus que le surplus inscrit pendant la même période en 2000. Ce sont les exportations aux États-Unis qui ont subi la baisse la plus notable en août, mais les expéditions à toutes les grandes régions du globe ont aussi fléchi. La situation à court terme des exportations n'est pas reluisante. Les événements du 11 septembre ont donné lieu à des retards à la frontière canado-américaine et les attaques terroristes ont entraîné une faiblesse soutenue de l'économie des États-Unis, comme ce fut le cas pour celles de nombreux grands partenaires commerciaux du Canada. Les tarifs et les droits de douane que le gouvernement américain a imposés sur les exportations de bois d'oeuvre du Canada sont aussi en cause. Les deux pénalités (un tarif de 19,3 % imposé en août et un nouveau droit de douane de 12,6 %, en moyenne) signifient que le taux réel des droits de douane est maintenant passé à 32 %. Les exportations de bois d'oeuvre aux États-Unis ont chuté de 10 % depuis l'imposition des droits compensateurs.

La dépréciation du dollar canadien a dans une certaine mesure aidé le secteur de l'exportation. Quand le dollar est faible, les exportateurs peuvent fixer des prix plus élevés, en dollars canadiens, que s'il est fort;

les marchandises canadiennes deviennent alors meilleur marché pour les acheteurs étrangers, ce qui constitue un intérêt pour ces derniers. Le contraire est valable pour les importateurs. Les coûts plus élevés (en dollars canadiens) ne peuvent pas toujours être absorbés par les consommateurs dans le contexte économique actuel. De plus, une monnaie plus faible signifie que les coûts, comme ceux des matières premières, deviennent plus élevés pour les sociétés exportatrices.

L'économie américaine ralentit depuis plusieurs trimestres, sa faiblesse devenant beaucoup plus évidente aux deuxième et troisième trimestres de 2001. Après une croissance réelle respectable de 4,1 % du PIB en 2000, la croissance a diminué jusqu'à un taux trimestriel annualisé de 1,1 % au premier trimestre de 2001 et de 0,3 % seulement au deuxième trimestre. Pour la première fois depuis le début de 1993, l'économie américaine s'est contractée au troisième trimestre de 2001. Des données provisoires provenant du Department of Commerce des États-Unis indiquent que l'économie américaine s'est contractée à un taux annuel de 0,4 % au cours de ce trimestre. Une contraction au quatrième trimestre semble de plus en plus probable. Dans un effort pour neutraliser cette tendance défavorable, la Banque centrale américaine a abaissé ses taux d'intérêt neuf fois en 2001, pour un total de 350 points de base. Les pressions inflationnistes étant faibles, la Banque centrale américaine peut se permettre de continuer à abaisser les taux d'intérêt, ce qu'elle devrait faire encore une ou deux fois en 2001. Au troisième trimestre, l'investissement des entreprises dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements a diminué à un taux annuel de 11,9 %, ce qui constitue une troisième baisse trimestrielle consécutive. Les dépenses de consommation ont augmenté, mais à un taux faible de 1,2 %, soit le plus bas taux depuis le début de 1993. D'autres indicateurs récents confirment que la situation économique se détériore aux États-Unis : les commandes de biens durables passées aux usines ont diminué en septembre pour le quatrième mois consécutif; le nombre d'Américains qui ont présenté une demande de prestations de chômage à la fin d'octobre a atteint son deuxième plus haut niveau en presque dix ans; enfin, les profits des entreprises américaines au troisième trimestre ont plongé de 21 % en moyenne, comparativement aux gains du troisième trimestre de 2000.

En plus des baisses de taux d'intérêt effectuées par la Banque centrale américaine en 2001, le gouvernement américain a mis en place d'importantes mesures de relance budgétaire. En août, l'Administration a annoncé un programme de réduction d'impôt et de remise de 30 milliards de dollars américains qui entre en vigueur au cours du deuxième semestre de 2001. L'Administration a aussi signalé l'attribution de 40 milliards de dollars américains à des projets de secours aux sinistrés, de défense, de renseignement et d'autres efforts antiterroristes. Ces fonds seront alloués d'ici 2003, et la majeure partie

sera dépensée en 2002. De plus, un montant de 5 milliards de dollars américains, sous forme de subventions directes, et un montant de 10 milliards de dollars américains, sous forme de garanties d'emprunt destinées aux industries du transport aérien, seront distribués au quatrième trimestre de 2001. Le président Bush fait aussi pression pour faire adopter un octroi supplémentaire de 100 milliards de dollars américains dans le but de stimuler l'économie (cet octroi était l'objet d'un débat à la Chambre des représentants au début de novembre).

Tandis que l'incidence sur la croissance économique de ces mesures monétaires et fiscales sera modeste au mieux pour le reste de 2001, la relance de l'économie américaine sera probablement substantielle en 2002 et devrait favoriser une reprise importante de la croissance économique durant la dernière partie de 2002 et en 2003. Pour l'ensemble de 2002, la croissance réelle devrait être de 1,5 % environ, et l'on prévoit qu'elle s'élèvera au-dessus de 3 % vers la fin de l'année. On peut s'attendre à ce que ce taux se maintienne en 2003. Si cela s'avère le cas, la Banque centrale américaine pourrait appliquer une politique monétaire plus restrictive en 2003.

Un facteur négatif important qui pourrait modifier ces scénarios est la conséquence des attaques terroristes du 11 septembre. Les répercussions de ces événements ne sont pas encore connues. D'autres attaques ou d'autres perturbations ne peuvent être exclues. Même la menace d'attaques ou des menaces perçues secoueraient à coup sûr la confiance des consommateurs et des entreprises. Deux rapports publiés au début de novembre renforcent cette affirmation. La National Association of Purchasing Management a fait savoir que son indice mensuel industriel est tombé à son niveau le plus bas depuis le début de 1991. Tant les nouvelles commandes que la production ont diminué. Dans le deuxième rapport, le Department of Commerce des États-Unis déclare que les dépenses personnelles avaient baissé de 1,8 % en septembre.

On s'attend à ce que les attaques terroristes aient un grand effet sur le rendement économique à l'échelle mondiale. L'économie américaine devrait se contracter au cours du deuxième semestre de 2001 et la croissance économique mondiale, quant à elle, devrait diminuer jusqu'à un peu plus de 2 % en 2001, comparativement à un taux de croissance de 4,8 % en 2000. La diminution du commerce mondial – une cause principale de ce ralentissement – a fléchi depuis le début de l'année au même rythme que le ralentissement de l'économie américaine. Bien que peu de régions puissent échapper aux conséquences des attaques terroristes, il est possible que l'Amérique latine ainsi que les économies émergentes de l'Asie souffrent le plus de ces événements, étant donné que ces pays essaient encore de se relever des crises économiques et financières survenues il y a quelques années.

Le Japon tente d'appliquer un programme ambitieux de restructuration financière et fiscale. Même avant les événements du 11 septembre, et en supposant que la restructuration soit couronnée de succès, les perspectives pour le Japon se traduiraient par une croissance se maintenant au-dessous de 1 % pendant plusieurs années. Étant donné les perspectives mondiales plus pessimistes, on peut s'attendre à ce que le Japon enregistre une croissance négative pendant les deux prochaines années. Si les forces contre la restructuration prévalent, le Japon pourrait s'attendre à une stagnation plus prolongée.

La faiblesse de l'économie japonaise conjuguée à la baisse de la demande américaine de produits de la technologie de l'information a eu de graves répercussions dans les pays exportateurs de produits informatiques que sont Taïwan, la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour. On prévoit que leur taux de croissance combiné diminuera, passant de plus de 8 % en 2000 à moins de 1 % en 2001. Parmi ces pays, seule la Corée du Sud devrait bénéficier d'une croissance raisonnable cette année et l'an prochain, en raison de la plus grande diversité de sa gamme de produits d'exportation et d'une demande intérieure plus forte. D'autres pays asiatiques supportent mieux la tourmente étant donné qu'ils dépendent moins des exportations de haute technologie, mais ils sont quand même touchés. Des tensions civiles et politiques dans certains de ces pays sont une source supplémentaire de problèmes.

La Chine semble avoir échappé, en grande partie, au tumulte qui touche la majorité du reste du monde. La croissance réelle en Chine devrait demeurer supérieure à 7 %, au moins jusqu'à la fin de 2003.

La baisse modeste du taux d'intérêt de la Banque centrale européenne en réponse au repli économique n'empêchera probablement pas la croissance, dans les pays de la zone-euro, de passer de près de 3,5 % en 2000 à moins de 2 % en 2001.

La crise financière qui frappe l'Argentine s'est atténuée quelque peu, grâce au prêt de huit milliards de dollars américains consenti récemment par le Fonds monétaire international. Ce prêt devrait permettre à l'Argentine de répondre à ses besoins financiers pour le reste de 2001, même si des pressions financières à court terme vont probablement réapparaître l'année prochaine. Le Mexique est grandement touché par le ralentissement aux États-Unis. Quatre-vingt-cinq pour cent des exportations du Mexique sont destinées aux États-Unis. Par conséquent, on s'attend à ce que la croissance au Mexique diminue et passe de presque 7 % en 2000 à moins de 1 % en 2001.

En Russie et dans d'autres pays exportateurs d'énergie de la Communauté des États indépendants (CEI), les prix du pétrole élevés et la brusque dépréciation des taux de change ont provoqué une hausse de la croissance réelle du PIB, qui a atteint 8,6 % en 2000. La croissance du PIB de la CEI devrait être de

4,4 % en 2001, soit 3,5 % de moins que l'année précédente. Ce fléchissement en 2001 reflète, en grande partie, le renversement partiel des facteurs qui avaient fait augmenter la croissance auparavant : appréciation des taux de change réels, une activité plus faible que prévu en Europe occidentale, et une baisse des prix de l'énergie.

Remarque : Les présentes données sont les plus récentes au 2 novembre 2001.

Sources : Banque du Canada, le 23 octobre 2001, communiqué et remarques du gouverneur de la Banque, le 24 octobre 2001; Société canadienne d'hypothèques et de logement, communiqué, le 2 mai 2001; Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2001; Statistique Canada, *Le Quotidien*, le 19 octobre 2001 et *Le commerce international de marchandises du Canada* (commerce de détail), le 22 octobre 2001; *TD Economics*, « Quarterly Economic Forecast », le 26 septembre 2001, « Policy Response to Terrorist Attack », le 5 octobre 2001 et commentaires de *TD Economics*, les 19 et 23 octobre 2001; ainsi que des commentaires et articles sur la situation et les perspectives économiques au Canada et dans le monde tirés du [\[The\] Globe and Mail Report on Business](#), du [Financial Post](#) et du [Ottawa Citizen](#).